

## Le prince héritier de Belgique est arrivé dimanche soir à Bujumbura

RTL, 01 Juillet 2012 Philippe et Mathilde foulent le tapis rouge à Bujumbura Le prince Philippe et la princesse Mathilde, accompagnés par les ministres belges des Affaires Étrangères, Didier Reynders, et de la Coopération au Développement, Paul Magonette, sont arrivés dimanche soir à Bujumbura. Ils participeront lundi à la commémoration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance du Burundi, un petit pays d'Afrique centrale administré durant près de 40 ans par la Belgique mais qui reste pauvre et fragile après une longue guerre civile. Le couple princier répond à une invitation du président burundais Pierre Nkurunziza, qui aurait souhaité la présence du roi Albert II. Mais celui-ci a préféré, avec l'aval du gouvernement, se faire représenter par les ducs de Brabant. Le prince héritier, son épouse et les deux ministres ont été accueillis à leur arrivée à l'aéroport de Bujumbura vers 19h30 par un des deux vice-présidents burundais. Cérémonies en grande pompe Le cinquantenaire de l'indépendance du Burundi sera célébré lundi, et non le 1er juillet jour-anniversaire, qui tombe cette année un dimanche. La délégation belge participera aux cérémonies (défilé et réception offerte par la famille présidentielle) et aura aussi dans les jours qui suivent des contacts avec les autorités politiques du pays et la société civile burundaise. Elle rencontrera aussi la communauté belge et visitera des projets de la coopération belge. La Belgique est en effet le premier bailleur de fonds bilatéral au Burundi. Un mandat belge pendant près de 40 ans Avec le Rwanda, le Burundi faisait partie avant l'indépendance des deux pays, en juillet 1962, sous l'appellation Rwanda-Urundi, de la zone sur laquelle la Belgique exerçait un mandat depuis 1923 à la suite de la perte par l'Allemagne de ses colonies africaines. Nouvelles violences Ce petit pays de la région des Grands Lacs a connu une longue guerre civile de 1993 à 2006, qui a fait quelque 300.000 morts, et semble sur la voie de la paix après la signature d'un accord de partage du pouvoir entre la majorité hutue et la minorité tutsie ayant mené à la première élection de M. Nkurunziza - un ancien rebelle - en 2005. Mais depuis la contestation des élections générales de 2010, le Burundi vit au rythme de nouvelles violences qui font craindre la reprise des hostilités à plus grande échelle dans un climat de multiples violations sur le plan des droits de l'homme, de la justice et de la corruption.